VILLE DE
Châteaubernard

REVUE DE PRESSE

Samedi 24 Août 2019

SUD OUEST

Charente Libre

Les erreurs

L'Amazonie brûle en 2019... mais pas sur ces photos

Madonna, Ricky Martin, Cristiano Ronaldo, Novak Djokovic, Leonardo DiCaprio ou Emmanuel Macron: de nombreuses personnalités, qui voulaient dénoncer les feux en Amazonie, ont partagé sur les réseaux sociaux des images sans rapport avec les incendies en question.
Pour illustrer son message hier, **l'Elysée** a pris une photo de l'Américain McIntyre, décédé... en 2003. Si on ne connaît pas l'année exacte de cette prise de vue, on peut affirmer qu'elle est donc vieille d'au moins 16 ans.

De son côté, **le président du Chili,** Sebastian Piñera, a utilisé une image de 2013 pour proposer son aide au Brésil et à la Bolivie.

L'acteur **Leonardo DiCaprio** a lui publié deux photos qui ne sont pas d'actualité. La deuxième est prise dans l'Amazonie péruvienne en 2016.

L'acteur **Jaden Smith, fils de Will Smith,** a partagé une autre image qui date de 1989. Jeudi sur son compte Instagram, elle comptait plus de 1,5 million de «likes».

Le joueur de tennis N.1 mondial, le Serbe **Novak Djokovic** sur Twitter a partagé une photo prise en 1989 par Sipa Press.

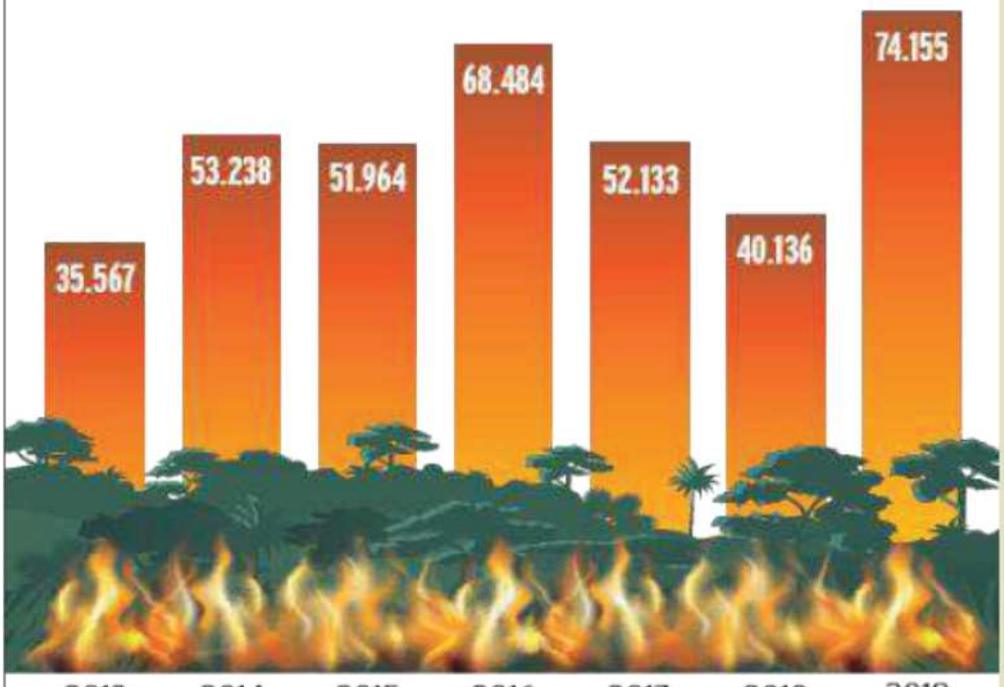
Le Portugais **Cristiano Ronaldo** a lui tiré le signal d'alarme sur Instagram Mais la photo accompagnant son message a été prise le 29 mars 2013 par l'agence brésilienne RBS.

Madonna a publié sur Instagram une photo de 1989, légendée: *«Président Bolsonaro s'il vous plaît modifiez votre politique. Nous devons nous REVEILLER»*.

L'infographie

Terrible record pour le poumon du monde

Nombre d'incendies enregistrés dans la forêt amazonienne brésilienne par an



Source : STATISTA

INFOGRAPHIE CL

+84% d'incendies comparé à 2018

Les statistiques de l'Institut national brésilien de recherche spatiale (INPE) basées sur des données satellitaires montrent que 74 155 incendies ont été détectés entre le 1er janvier et le 20 août 2019, soit une augmentation de 84 % par rapport à 2018. Lundi, l'INPE a fait état de près de 2.500 nouveaux départs de feu en l'espace de 48 heures dans l'ensemble du Brésil.
Le président brésilien Jair Bolsonaro, sévèrement critiqué pour ses politiques environnementales, a vivement contesté ces chiffres. Ce n'est pas la première fois que le chef d'État s'en prend aux scientifiques de l'INPE. Début août il avait limogé le directeur de l'institut, accusé d'exagérer l'ampleur de la déforestation en Amazonie.

Le baromètre

THOMAS MESNIER a une âme de conciliateur. Cette semaine, le député charentais est allé à la rencontre des policiers municipaux angoumoisins. En conflit avec la Ville, les agents n'avaient pas été ravis de leur réunion avec le maire, Xavier Bonnefont, de laquelle ils espéraient sortir avec des garanties. Thomas Mesnier, dont on dit qu'il laissera tranquille le macron-compatible Xavier Bonnefont dans sa quête de la mairie, est venu prêter une oreille attentive aux policiers. Et mettre un peu d'huile dans les rouages des relations avec la mairie.

Photo CL

■ C'est une première à Cognac ■ Une salle de jeu d'évasion ouvrira ses portes vendredi, rue Aristide-Briand ■ Le pari de Catherine Sicaud, en reconversion.

Un escape game prêt à ouvrir en centre-ville

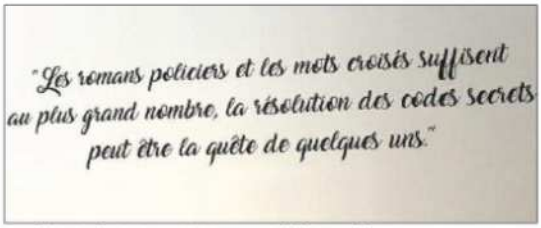
Marine VEILLÉ
m.veille@charentelibre.fr

Du sang sur les murs, un cadavre au milieu de la pièce... Non, nous ne sommes par sur une scène de crime sordide qui aurait eu lieu en centre-ville. Mais dans le premier escape game qui ouvrira ses portes, vendredi, rue Artistide-Briand à Cognac. Il est déjà possible de réserver son créneau sur internet.

> On a déjà énormément de personnes qui posent des questions et qui semblent intéressées, alors que ce n'est même pas ouvert.

Catherine Sicaud a lancé les réservations cette semaine sur internet. Ouverture des salles vendredi. Photo M. V.

Son nom: «X Scape». L'idée de Catherine Sicaud, 27 ans.
«J'avais envie de changer de voie et le fait de pratiquer les escape games depuis presque deux ans m'a donné envie de me lancer», explique la jeune maman, cuisinière de formation. En début d'année, elle a lancé les démarches. *«On a trouvé le local vers mars, avril. Après, ça s'est enchaîné très rapidement.»*
Catherine Sicaud a dû tout mettre en place: les histoires, le lieu et l'organisation même de l'entreprise. *«Pour que ce soit plus simple, on a fait appel à un franchiseur qui propose plusieurs scénarios qui m'ont beaucoup plus.»*
L'entrepreneuse les a elle-même testés avec son mari.
«On a choisi deux scénarios qui seront répartis en trois salles et qui pourront accueillir deux à six joueurs», indique-t-elle.
Deux salles, baptisées «La quarantaine», accueilleront ainsi l'histoire du professeur Edwards, qui a créé un virus pour détruire l'humanité. La troisième, «Asilum», qui n'ouvrira, elle, pas avant fin septembre, proposera la genèse où ce même professeur est interné dans un asile, soupçonné d'être aidé par un surveillant pour mener à bien son projet.
Deux scénarios stressants et effrayants accompagnés d'un décor bien lugubre. De quoi mettre les joueurs dans l'ambiance.
«Ils auront 60 minutes pour trouver la solution et sortir de la salle», explique Catherine Sicaud. Petite précision: *«Il y a 40 % de sorties pour "Asilum" et 50 % pour "La quarantaine".»*



Dans l'entrée, des citations et intrigues sont affichées sur les murs.

Un projet prometteur

Originaire de Massac, en Charente-Maritime, Catherine Sicaud a choisi de poser ses valises à Cognac pour différentes raisons. *«On adore la ville et de ce qu'on a pu voir, ses habitants apprécient les escape games. De plus, on savait qu'il y avait déjà de l'offre sur Angoulême.»* Le local disponible rue Aristide-Briand a définitivement fait pencher la balance.
«Je suis en plein cœur de la ville, je suis la seule et la rue est très sympa. J'espère que ça va attirer du monde.» Et la jeune femme d'ajouter: *«On a déjà énormément de personnes qui posent des questions et qui semblent intéressées, alors que ce n'est même pas ouvert.»* Catherine Sicaud a, elle, plusieurs projets pour la suite.
«Quand tout sera bien mis en place, j'espère pouvoir embaucher deux "game masters" pour s'occuper des salles avec moi, car pour l'instant je suis toute seule. Même si mon mari va m'aider au début. Et si ça fonctionne bien, pourquoi ne pas renouveler le catalogue des histoires chaque année?»

«X Scape», 73, rue Aristide-Briand. Ouvert les lundi, mardi, mercredi, jeudi et dimanche de 10h à 22h. Les vendredi et samedi de 9h à 23h.
Tarifs: entre 18 et 38 euros selon le nombre de joueurs. Réservations sur le site xscape.fr ou par téléphone au 05 17 22 64 51.

Le chiffre

30 C'est le nombre de personnes recherchées par l'entreprise Prestation du Fief, à Salles-d'Angles, pour la semaine du 26 au 30 août. Spécialisée dans le conditionnement pour le secteur des vins et spiritueux et celui de la cosmétique, l'entreprise propose des postes de manutention, sans compétence particulière. Se rendre directement à l'entreprise, dans la zone de Pont-Neuf, avec un CV.

PATRIMOINE

Visite nocturne mardi à Cognac. Le service Ville d'art et d'histoire de Cognac organise une visite sous les étoiles de la cité des eaux-de-vie sur le thème «Le XIXe siècle ou le siècle du Cognac». Ce sera ce mardi 27 août à partir de 21h30 (rendez-vous au couvent des Récollets). Tarifs: 4,50 euros, 3 euros, gratuit sous condition.

ANIMATION

Lecture d'histoires à Cognac. La bibliothèque municipale de Cognac organise, dans ses locaux, une animation de lecture d'histoires, pour les tout-petits jusqu'à 3 ans, sur le thème «voyage autour du monde» à 10h30. Renseignements au 05 45 36 19 50.

GÉNÉALOGIE

L'Association Généalogique de la Charente au Forum des associations. La réunion des adhérents et sympathisants de l'Association Généalogique de la Charente (AGC) antenne de la région Cognac, se tient en principe le deuxième samedi des mois impairs au lycée Beaulieu de Cognac. Comme chaque année, elle est remplacée en septembre par la tenue d'un stand au Forum des associations, à l'Espace 3000. Pour rappel, le Forum des associations a lieu cette année le 31 août et le 1er septembre, de 10h à 18h. L'association invite donc toute personne intéressée par des renseignements ou conseils, et consultation gratuite de sa base de données, à lui rendre visite sur le stand n°42.

BRODERIE

L'association «De Fils en Croix» fait sa rentrée à Cognac. L'association de broderie au point de croix de Cognac reprendra ses activités mercredi 4 septembre à 14h, salle n°8 au couvent des Récollets à Cognac. Renseignements auprès de Mme Sentenac, présidente de l'association, au 05 45 35 09 16.

L'image

La mairie, version Kapla

25 personnes ont participé hier à la dernière activité Archi'Kapla proposée par le service Ville d'art et d'histoire de Cognac, place du Solençon. Au programme: la construction de monuments historiques de la ville en bouts de bois. Un atelier encadré par Sophie Marraut, animatrice culturelle. Les enfants ont ainsi pu faire différents édifices, comme la Fondation Martell, la cloche de l'église Saint-Léger, ou encore l'une des tours du château de François-Ier (Photo CL).

En vue

Saint-Martin fait la fête au recyclage

Le recyclage était le mot d'ordre de la fête d'été du quartier Saint-Martin à Cognac, hier soir (Photo M. V.). Dès 18 heures, les habitants ont pu profiter d'un atelier recyclage qui permettait de redonner vie à des objets du quotidien. Comme des bidons de lessive, des vieux manteaux usagés et même des boîtes à chaussures. Ils ont également pu profiter d'un karaoké en fin de soirée. Ces deux activités étaient accompagnées d'un pique-nique partagé, préparé par les soins des participants.

Les maisons familiales et rurales font leur rentrée

Les équipes de Charente et Charente-Maritime se sont retrouvées hier à La Salamandre. Pour dresser les perspectives de l'année.

La démarche qualité était au cœur des débats hier après-midi à La Salamandre, où les MFR des deux Charentes étaient réunies. Photo J. P.

Julie PASQUIER
j.pasquier@charentelibre.fr

C'était déjà la rentrée hier pour les formateurs, directeurs et animateurs de la vie résidentielle des quatorze maisons familiales et rurales (MFR) des deux Charentes. Toute la journée, les équipes se sont retrouvées à La Salamandre pour dresser les perspectives de l'année à venir et travailler autour du numérique.

En Charente, 750 scolaires, de la 4e au bac +3, s'apprêtent à faire leur rentrée dans l'un des six établissements qui maillent le territoire: Cherves-Richemont, Triac-Lautrait, La Péruse... Une centaine d'apprentis sera également formée dans l'année, ainsi que 300 à 400 adultes.

«L'an dernier, nous avons dispensé 122.000 heures de formation adultes», précise Michel Vaucelle, directeur de la Fédération des MFR de Charente.

Son homologue en Charente-Maritime, accueillera, elle, 850 scolaires sur ses huit établissements et une quarantaine d'apprentis.

Une aide au Tchad

«Dans nos MFR, on prépare aux mêmes diplômes que les collèges et les lycées», rappelle Valérie Chevalier, présidente de la Fédération de Charente-Maritime, qui se félicite des résultats obtenus: *«Aux derniers examens, les établissements ont affiché en moyenne 90 % de réussite aux différents diplômes: brevet, bac, CAP, BTS...»*

Dans ce réseau, c'est la méthode qui est différente. Les établissements misent sur l'alternance *«pour réussir autrement*, indique Valérie Chevalier. *On n'est pas forcément dans un système académique: il y a un véritable accompagnement de l'apprenant.»*

L'autre spécificité, c'est qu'il s'agit d'un réseau associatif, *«qui fonctionne parce que des familles s'investissent*, observe Michel Vaucelle. *La qualité de la gouvernance est essentielle.»*

Une qualité qui a été au cœur des débats, hier après-midi. *«On a enclenché un processus pour obtenir un label commun aux 400 MFR de France»*, indique le directeur de Charente, qui évoque enfin le fort ancrage des établissements sur leur territoire. Avec une ouverture à l'international. Les MFR de Charente apportent notamment leur soutien au développement de la formation dans le sud du Tchad.

Julienne: l'harmonie va régner sur le symposium de sculpture

L'harmonie est le thème de la 11e édition de l'événement, programmée du 9 au 22 septembre. Six sculpteurs de six pays seront à l'œuvre.

Les blocs de pierre de Tervoux sont arrivés. La présidente Maryse Obom et son équipe sont prêtes à accueillir les artistes qui durant deux semaines, vont créer une œuvre en présence du public sur le thème de l'harmonie. Photo CL

En route pour une nouvelle édition du Symposium international de sculpture contemporaine de Julienne durant deux semaines, du lundi 9 au dimanche 22 septembre. Un événement qui a lieu tous les deux ans.

Avec ces rencontres biennales, «Julienne métiers d'art et tourisme», l'association organisatrice, se donne pour mission *«de faire connaître l'art de la sculpture à tous, petits et grands, et à promouvoir le travail des artistes participants»*, précise sa présidente Maryse Obom.

«Chacun des six artistes présents cette année réalisera en présence du public, une œuvre sur le thème de l'harmonie à partir d'un bloc de pierre de Tervoux (calcaire du Poitou) *de 2 mètres de hauteur. Certains exposeront des œuvres personnelles dans la salle du Chai»*, poursuit la présidente.

«Nous avons reçu près de 250 projets d'artistes du monde entier. Pas facile de n'en sélectionner que six!», souffle Maryse Obom.

Finalement, les six sculpteurs de toutes nationalités invités sont la Turque Ebru Akinci avec son œuvre *«L'Éternelle harmonie»*; l'Iranien Farzad Dashtizadeh avec *«Galaxie»*; l'Ukrainienne Lyudmyla Mysko avec *«L'Harmonie de la nature»*; l'Espagnol Manuel Diaz Castero avec *«L'Harmonie du temps»*; le Bulgare Krasimir Metodiev avec *«Toucher»* et le Français Yann Liébard avec *«Issila»*.

Les quatre œuvres monumentales créées lors du symposium précédant ont rejoint l'expo temporaire située en haut de l'esplanade, libérant ainsi l'espace de travail nécessaire aux six sculpteurs, attendus le 9 septembre, pour transformer les blocs de calcaire en œuvres d'art. Le public pourra assister au fil des jours à la naissance de ces six créations. Le jury qui sera amené à se prononcer prend son rôle très au sérieux. *«Ce sont ces jurés qui ont déjà sélectionné les huit artistes finalistes (dont deux en réserve)»*, commente Maryse Obom.

Des ateliers d'initiation

Un jury composé de Nicole Roy, vice-présidente de l'agglo en charge de la culture; Christian Delage, membre historique du symposium; Francis Mercier, vice-président de l'asso Arbre de Bréville; Marie-Madeleine Vincent, sculptrice; Elsa Lécrivain, prof d'arts et créatrice de «Nos artistes en herbe», ainsi qu'un chef d'entreprise amateur d'art qui veut garder l'anonymat.

Les bénévoles de l'association sont déjà dans les starting-blocks pour préparer au mieux l'événement. *«À la demande de l'agglo, nous avons dû accepter de décaler notre symposium cette année, Grand Cognac souhaitait un rééquilibrage du calendrier des rencontres artistiques sur le territoire»*, indique Maryse Obom.

L'inauguration officielle aura lieu le jeudi 12 septembre à 18h, place de la Mairie, avec présentation des artistes et de leur projet, vernissage de l'expo de sculptures, cocktail de bienvenue en présence des partenaires et du public.

Clôture le dimanche 22 septembre. Rencontre et dialogue avec les artistes de 9h à 15h; remise des diplômes à 16h par le sculpteur Jean Périllaud et cocktail.

En marge du symposium, une expo de sculptures contemporaines sera proposée dans la salle du Chai. Entrée libre et gratuite du 9 au 22 septembre de 9h à 19h pour le symposium; fermeture de celui-ci et de l'expo lundi 16 septembre.

Il y aura aussi des ateliers d'initiation à la sculpture sur pierre animés par Arlette Lorin, sculptrice, les samedis 14 et 21 septembre de 9h à 12h et de 14h à 17h. Et mercredi 18 septembre, stage pour les jeunes en situation de handicap animé par Céline G, sculptrice.

Ghislaine NORMAND

L'Amazonie fait sa place au sommet

Des membres du mouvement Extinction Rebellion ont manifesté hier dans les rues de Londres suite au drame qui se joue en Amazonie. Photo AFP

Le président français, Emmanuel Macron, a appelé hier à *«trouver la bonne gouvernance de l'Amazonie»*, en associant davantage les ONG et les peuples autochtones, alors que les multiples incendies au cœur de la forêt amazonienne se sont invités au sommet du G7. Face à une forêt amazonienne ravagée par les flammes, les grands dirigeants européens ont tapé du poing sur la table hier. Emmanuel Macron accuse son homologue brésilien, Jair Bolsonaro, d'avoir *«menti»* sur ses engagements en faveur de l'environnement. Face à *«l'inaction de Jair Bolsonaro face au changement climatique, y compris sur les incendies»*, la France dira *«non»* au traité de libre-échange controversé entre l'UE et le Mercosur, a prévenu la présidence française, à la veille du sommet du G7 de Biarritz, qui se tient aujourd'hui et dimanche dans le sud-ouest de la France. L'opposition d'Emmanuel Macron au traité controversé de libre-échange UE-Mercosur a été saluée hier par l'écologiste, Nicolas Hulot, notant *«une étape essentielle»*.

■ Les feux en Amazonie seront au cœur des discussions au G7■ Le chef d'État, Emmanuel Macron, a décidé de dire «non» au traité entre l'UE et le Mercosur.

Le premier syndicat agricole français, la FNSEA, a aussi salué *«la décision de sagesse»* du président français, preuve que *«les arguments de la FNSEA ont été entendus»* a déclaré la présidente du syndicat Christiane Lambert, hier après-midi.

«Ce n'est pas la réponse appropriée» aux incendies

Cependant, cette décision a été accueillie froidement par Berlin qui juge que la décision du président français de s'opposer à l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur *«n'est pas la réponse appropriée»* aux incendies dans la forêt amazonienne au Brésil, a indiqué hier un porte-parole du gouvernement allemand. Plus tôt dans la journée, la chancelière allemande, Angela Merkel, avait fait part de son inquiétude face à l'ampleur des feux qui ravagent la plus vaste forêt tropicale de la planète Elle a réclamé que cette *«situation d'urgence aiguë»* figure en bonne place au menu des discussions du G7. Outre-manche, le Premier ministre britannique, Boris Johnson s'est dit *«extrêmement soucieux»* et a déclaré que les feux de forêt en Amazonie constituent une *«crise internationale»*. Environ 300 personnes se sont rassemblées hier devant l'ambassade du Brésil à Londres appelant à sauver l'Amazonie ravagée par des incendies, initiant une série de manifestations prévues à travers le monde en faveur du poumon *«en feu»* de la planète. D'autres manifestations se sont déroulés hier à Barcelone, Amsterdam, Genève ou encore Dublin pour sauver l'Amazonie. Les manifestants à Londres arboraient des panneaux *«Arrêtez la destruction maintenant»*, *«Sauvez notre planète»*, *«Je veux que vous paniquiez»*, ainsi que le logo du mouvement écologiste Extinction Rebellion (XR), qui avait appelé à ce rassemblement. *«L'attitude de Bolsonaro est répugnante»*, s'est indigné Graham Cox, 57 ans, réparateur d'appareils électroménagers. *«C'est un Donald Trump brésilien, il ne veut que le profit, et maintenant il tient les ONG pour responsables»*. Au Brésil, le président, Jair Bolsonaro, subit une forte pression et hésite à envoyer l'armée en Amazonie (voir l'encadré au-dessus).

Bolsonaro envoie l'armée en Amazonie

Après avoir déclaré hier qu'il «penchait» pour l'envoi de l'armée, le président brésilien, Jair Bolsonaro, l'a fait. Il a autorisé hier le déploiement de l'armée pour lutter contre les incendies en Amazonie. La mesure, prise par décret, autorise à partir d'aujourd'hui les gouverneurs des États concernés par les feux en Amazonie à mobiliser l'armée *«pour des actions préventives et répressives contre les délits environnementaux»*, ainsi que *«d'identification et la lutte contre les foyers d'incendies»*. Le président brésilien est soumis à une forte pression. Au niveau économique, aussi l'étau se resserre autour de Bolsonaro. Le puissant secteur de l'agro-négoce, gros exportateur au Brésil et jusqu'ici soutien politique actif de Jair Bolsonaro, commençait à s'inquiéter sérieusement des répercussions économiques de la montée de tensions avec les partenaires commerciaux de la première puissance économique d'Amérique latine.

> C'est un Donald Trump brésilien, il ne veut que les profits, et maintenant il tient les ONG responsables.

Quels sont les engagements de l'accord UE-Mercosur ?

Le traité de libre-échange a été fortement décrié par les ONG, mais que contient exactement cet accord? Que ce soit sur le volet du climat, des forêts ou encore de la biodiversité, tour d'horizon des principaux points.

De nombreuses organisations environnementales ont critiqué cet accord, au motif que la politique menée par le président brésilien, Jair Bolsonaro, favorable à l'agrobusiness, détruit la forêt amazonienne. Un chapitre spécifique de l'accord - qui devra être validé par les États membres pour entrer en vigueur - intitulé *«Commerce et développement durable»* regroupe les principaux engagements des pays signataires. En voici les points principaux, cette liste n'étant pas exhaustive.

Climat

L'UE et le Mercosur s'engagent à «mettre effectivement en œuvre» l'accord de Paris sur le climat et donc à *«promouvoir la contribution positive du commerce vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre»*.

Forêts

Les deux parties *«reconnaissent l'importance de la gestion durable des forêts»*, *«le rôle du commerce dans la poursuite de cet objectif»* et *«la restauration des forêts à des fins de conservation et d'utilisation durable»*. Elles s'engagent à *«encourager le commerce des produits provenant de forêts gérées de manière durable»* et à *«combattre l'exploitation illégale»* des forêts.

Biodiversité

Les pays signataires reconnaissent *«l'importance de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique»* et s'engagent, en particulier, à *«mettre en œuvre des mesures efficaces visant à réduire le commerce illicite des espèces sauvages»*.

Droit de réguler

Les engagements environnementaux contenus dans l'accord n'empêchent pas les États de déterminer leurs *«priorités en matière de développement durable»*, ni d'établir les niveaux de protection de l'environnement qu'ils *«jugent appropriés»*. Le texte souligne cependant qu'un signataire *«ne devrait pas affaiblir»* sa législation environnementale dans le but *«d'encourager le commerce ou l'investissement»*.

Contrôle

L'accord commercial prévoit la mise en place d'une *«sous-commission du commerce et du développement durable»* dont l'objectif est de «faciliter et surveiller la mise en œuvre effective» du chapitre *«développement durable»*.

G7: un sommet très électrique

La réunion diplomatique s'ouvre aujourd'hui à Biarritz dans un climat tendu. Emmanuel Macron s'adresse aux Français aujourdhui à 13h pour expliquer les enjeux du sommet.

Le sommet du G7 qui commence aujourd'hui à Biarritz dans le Sud de la France s'annonce tendu avec des dirigeants aux antipodes sur les grands enjeux du monde et des forces de l'ordre sur les dents face aux «anti» et aux risques de débordement. Le président, Emmanuel Macron, hôte cette année du traditionnel raout des sept grandes puissances démocratiques et industrielles, va devoir déployer des trésors de diplomatie et d'habileté pour mettre ses pairs au diapason, entre le dîner d'ouverture aujourd'hui et la conférence de presse finale lundi après-midi. Avant ce programme chargé, Emmanuel Macron s'adressera aux Français aujourd'hui à 13h00 à la télévision pour expliquer les enjeux du sommet du G7.

Avec l'Amazonie et la guerre commerciale, la tension monte encore d'un cran. Photo AFP

Un multilatéralisme en berne

De l'Iran au commerce en passant par le Brexit, les lignes de fracture se multiplient entre un Donald Trump imprévisible, déjà en campagne pour sa réélection, un nouveau Premier ministre britannique, Boris Johnson, volontiers provocateur et les cinq autres leaders. Flairant le danger après le coup de théâtre du précédent sommet au Canada - le président américain refusa d'en signer les conclusions qu'il avait pourtant acceptées - Emmanuel Macron a biffé d'un trait l'exercice de la déclaration finale. Exit *«ces communiqués que personne ne lit qui sont le résultat d'interminables chicayas bureaucratiques»*, a-t-il pointé devant la presse présidentielle. *Et retour donc aux «discussions informelles»*, au cœur du G7 initié par le français Valéry Giscard d'Estaing en 1975 après le premier choc pétrolier. Quarante ans plus tard, les Sept sont malmenés par un multilatéralisme en berne, l'émergence de nouvelles puissances comme la Chine et un nationalisme décomplexé jusqu'au cœur des démocraties occidentales. Emmanuel Macron, déterminé à se poser en médiateur dans le grand chamboulement mondial, ne désespère pas d'arracher quelques concessions à Donald Trump sur le nucléaire iranien, dossier explosif numéro un qui menace d'embraser le Moyen-Orient. *«Ce que j'espère des États-Unis et de la discussion au niveau du G7, c'est une clarification de la stratégie»* pour faire bouger les Iraniens, préconise-t-il. Paris tente d'obtenir un allègement des sanctions américaines visant le pétrole iranien en échange d'un retour de l'Iran au plein respect de l'accord et de nouvelles négociations avec Téhéran sur son programme balistique et son influence régionale. La partie s'annonce serrée pour le président français, Donald Trump lui ayant sèchement reproché de parler un peu trop *«pour les États-Unis»*. L'économie mondiale, guettée par la récession sur fond de guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, sera aussi l'objet de toutes les attentions. La Russie, exclue de ce forum depuis l'annexion de la Crimée en 2014, pourrait aussi faire parler d'elle, Donald Trump préconisant - à contre-courant de ses pairs - sa réintégration. Durant trois jours, les leaders du monde discuteront de divers sujets comme par exemple l'égalité homme-femme. Emmanuel Macron a annoncé hier lancer *«un partenariat de Biarritz»*, dans le cadre du G7, dont les pays membres pourront *«s'engager à éliminer les discriminations»* entre les femmes et les hommes.

Premiers heurts: 17 interpellations, 4 policiers légèrement blessés

Dix-sept personnes ont été interpellées et placées en garde à vue, et quatre policiers ont été légèrement blessés hier soir à Urrugne (Pyrénées-Atlantiques) lors de heurts entre des manifestants et les forces de l'ordre près du camp où résident une partie des opposants au sommet du G7.
Selon la préfecture, la situation était stabilisée un peu après 22h00.

Usa-Chine
L'escalade des tensions

Le président américain, Donald Trump, a promis hier de répondre avec force aux nouveaux droits de douane imposés par Pékin, sur un ton faisant craindre que la guerre commerciale qui pèse déjà sur l'économie mondiale ne s'enflamme encore davantage. «Je répondrai aux droits de douane de la Chine cet après-midi», a lancé Donald Trump dans une série de tweets à la tonalité particulièrement agressive. Le ton du président a fortement inquiété les marchés. Wall Street est parti en forte baisse au fur et à mesure que le président laissait éclater sa colère sur Twitter et le Dow Jones perdait 2 % vers 17H30 GMT. Les places européennes ont également très mal réagi. La Chine a annoncé son intention d'imposer de nouveaux droits de douane sur 75 milliards de dollars d'importations en provenance des États-Unis, en représailles aux taxes douanières supplémentaires que prévoit d'instaurer prochainement Washington. *«Nous n'avons pas besoin de la Chine et, franchement, on se porterait bien mieux sans eux»*, a écrit le locataire de la Maison Blanche. Évoquant *«les énormes sommes d'argent volées par la Chine aux États-Unis»*, il a martelé sa détermination à y mettre fin.

	Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
Lundi	16° 28°	16° 34°	16° 35°	14° 35°
Mardi	18° 29°	19° 32°	17° 32°	18° 32°
Mercredi	18° 26°	18° 28°	17° 28°	17° 28°
Jeudi	17° 25°	17° 27°	15° 27°	16° 26°
Vendredi	15° 25°	15° 27°	14° 27°	14° 26°

Brésil : l'Europe en colère

AMAZONIE Face au ravage de la plus vaste forêt tropicale de la planète par les flammes, les grands dirigeants européens ont tapé du poing sur la table, hier

Plusieurs grands dirigeants européens ont exprimé leur inquiétude, hier, au sujet des incendies violents qui ravagent l'Amazonie. Emmanuel Macron a accusé son homologue brésilien, Jair Bolsonaro, d'avoir « menti » sur ses engagements en faveur de l'environnement.

Devant « l'inaction de Jair Bolsonaro face au changement climatique, y compris sur les incendies », la France dira « non » au traité de libre-échange controversé entre l'Union Européenne et le Mercosur, a prévenu la présidence française, à la veille du sommet du G7 de Biarritz. Dans l'urgence, les conseillers diplomatiques des chefs d'Etat « se mobilisent pour avoir des initiatives concrètes pour l'Amazonie, qui pourraient se matérialiser au G7 ». Auparavant, le président brésilien avait accusé son homologue français de « mentalité colonialiste » pour avoir appelé à discuter des feux au Brésil lors du sommet de Biarritz, en son absence.

L'inquiétude s'internationalise

L'ampleur des feux qui ravagent la plus vaste forêt tropicale de la planète – plus de 2 500 nouveaux départs d'incendie en 48 heures – inquiète au plus au point la communauté internationale. De nombreuses manifestations citoyennes ont eu lieu, hier, à travers le monde. À Londres, environ 300 personnes se sont rassemblées devant l'ambassade du Brésil appelant à sauver l'Amazonie. Des manifestations étaient également prévues à Sao Paulo et Rio, ainsi que devant d'autres ambassades et consulats du Brésil à l'appel d'Extinction Rebellion et de Fridays For Future, le mouvement de la jeune Suédoise, Greta Thunberg, égérie de la lutte contre le réchauffement climatique, notamment à Berlin, Madrid, Barcelone et Turin. À Dublin, une centaine de personnes ont occupé l'entrée d'un bâtiment qui abrite l'ambassade brésilienne, alors que l'Irlande a menacé, hier, de voter contre l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur si le Brésil ne protège pas la forêt amazonienne.

> Les conseillers diplomatiques « se mobilisent pour avoir des initiatives concrètes au G7 »

Le Premier ministre britannique, Boris Johnson, s'est dit « extrêmement soucieux » et la chancelière allemande, Angela Merkel, a réclamé que cette « situation d'urgence aiguë » figure en bonne place au menu des discussions du G7. Des discussions où les sujets de friction ne manqueront pas, entre le dîner d'ouverture, aujourd'hui, et la conférence de presse finale, lundi après-midi.

L'opposition d'Emmanuel Macron au traité Mercosur, sur fond de discorde environnementale avec le Brésil, a été globalement saluée, hier, l'écologiste Nicolas Hulot notant « une première étape essentielle ». « Elle doit être suivie de sanctions commerciales interdisant importations de produits agricoles brésiliens pour tenter de stopper la déforestation », a-t-il ajouté.

Plus de 2 500 nouveaux départs d'incendie ont été déclarés en 48 heures. PHOTO ARCHIVES AFP

Décision « hypocrite »

« Seul Macron pouvait imaginer que Bolsonaro était écologiste », ont raillé dans un communiqué les députés et députés européens La France insoumise. « C'est une victoire du combat social et écologiste contre le libre-échange. Mais nous ne pourrons que la traiter d'hypocrite si dans le même temps Emmanuel Macron ne revient pas sur les autres traités écocides », ont ajouté les Insoumis, en référence aux traités avec le Canada (Ceta) et le Japon (Jefta).

Dans cette même veine, l'eurodéputée LFI, Manon Aubry, a estimé que « la ficelle est grosse pour nous faire oublier qu'il (Emmanuel Macron, NDLR) a fait voter cet été le #CETA ». La signature, en juin, de l'accord UE-Mercosur, après vingt ans de négociations, avait suscité une vague de critiques et d'interrogations, notamment par le secteur agricole et les écologistes. Une cinquantaine de parlementaires Les Républicains avaient ainsi signifié dans une tribune leur opposition, qualifiant ce traité commercial d'« erreur économique et horreur écologique ».

Bolsonaro envoie l'armée

Le président brésilien, Jair Bolsonaro, sous la forte pression internationale, a décidé, hier, d'envoyer l'armée pour lutter contre les incendies incontrôlés qui sévissent en Amazonie. Le président a finalement pris cette décision, pour laquelle il avait auparavant dit à des journalistes « pencher ». Il avait tenu, la veille, une réunion de crise avec plusieurs de ses ministres dont celui de l'Environnement et de la Défense, alors que les pressions de l'étranger s'accentuaient.

La lutte organisée

FRAUDE FISCALE Le dossier est aussi au menu du G7 de Biarritz. En dix ans, ces sommets internationaux ont permis de renforcer la lutte contre l'évasion fiscale

Dominique Richard
d.richard@sudouest.fr

En 2009, à la sortie d'une réunion du G20, l'instance qui regroupe les 19 pays les plus riches du monde et l'Union européenne, un Nicolas Sarkozy bravache avait claironné devant les caméras : « Les paradis fiscaux, le secret bancaire, c'est fini ». C'était du vent et le chef de l'État était sans doute l'un des plus mal placés pour jouer les Don Quichotte. Il y a quelques semaines, son ami Me Arnaud Claude, avec qui il est toujours associé au sein d'un cabinet d'avocats d'affaires n'a-t-il pas comparu en correctionnelle pour avoir conçu les montages offshore afin d'aider les Balkany à frauder le fisc ?

489 milliards rapatriés

Dix ans plus tard, les paradis fiscaux sont toujours là. Et l'argent gagné par Google en France file toujours en Irlande avant de rejoindre les Bermudes. Mais au fil des sommets internationaux, la lutte contre l'évasion fiscale a quitté le registre des vœux pieux pour prendre davantage de consistance. Qui aurait pu imaginer, il y a encore trois ans, que la justice suisse condamnerait un jour la banque UBS, comme elle vient de le faire, à transmettre à la France les noms des détenteurs des 40 000 comptes ouverts par ses ressortissants ? Selon une étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dévoilée en juin, les avoirs bancaires « offshore » auraient diminué de 34 % en une décennie, soit un recul de près de 489 milliards d'euros. Ces sommes essentiellement détenues par des particuliers ont déserté des lieux exotiques comme les Caraïbes mais aussi quelques coffres-forts de la vieille Europe comme le Luxembourg, le Liechtenstein ou les îles de Jersey et Guernesey.

Avalisé par le G20 de Brisbane en 2014 et adopté par une centaine de pays, l'échange automatique d'informations entre administrations sur les comptes financiers des non-résidents est à l'origine de ce reflux. Les différents scandales révélés par la presse internationale, des « Offshore Leaks » aux « Panama Papers » en passant par l'affaire Cahuzac ont accéléré un mouvement initié dès 2010 par Barack Obama. Le désormais ex-président avait alors contraint les banques de la planète à communiquer aux États-Unis les identités de leurs clients américains pour qu'ils puissent être imposés.

> 40 % des profits des multinationales sont délocalisés dans les paradis fiscaux

Multinationales dans le viseur

En revanche le chantier de la fiscalité des grandes entreprises reste ouvert. Selon l'économiste français Gabriel Zucman, 40 % des profits des multinationales sont délocalisés dans les paradis fiscaux et échappent à l'impôt. Ce qui priverait les États de près de 500 milliards de dollars de recettes. Via de multiples mécanismes financiers et comptables, les entreprises réduisent légalement la base imposable dans les pays à fiscalité forte, là où se situe l'essentiel de leur activité. En 2018, Google France n'a payé que 17 millions d'euros d'impôts sur les sociétés pour des revenus estimés à 2 milliards d'euros.

En 2013, les 127 pays membres de l'OCDE et le G20 avaient pourtant adopté un train de mesures destinées à lutter contre les pratiques fiscales qualifiées de « dommageables » des multinationales : manipulation des prix de transfert entre filiales, déductions abusives d'intérêts d'emprunts… Les effets ont été d'autant plus limités que l'ingénierie financière des paradis fiscaux reste intacte. Au travers des trusts, des sociétés écrans et autres fondations, l'industrie de l'opacité résiste.

Reste que les tweets incendiaires de Donald Trump après la décision de la France de taxer les géants américains du numérique (Gafa) ont caché l'essentiel. Au mois de juillet, les ministres des Finances du G7 se sont entendus sur deux propositions formulées par l'OCDE dont les modalités d'application restent à définir : « Imposer les activités numériques créant de la valeur sans ou avec très peu de présence physique dans les pays concernés » et créer un impôt minimum mondial sur les bénéfices comme viennent de le faire les États-Unis de façon à limiter la concurrence fiscale internationale.

Ces deux principes soutenus par nombre d'États dont les caisses sont vides et par des opinions publiques ulcérées par les stratégies des multinationales, consacrent le retour à une règle de l'ancien monde. Taxer les profits là où ils sont réalisés. Au regard de la jungle qu'est devenu le commerce international, si le sommet de Biarritz les validait, cela s'apparenterait pourtant à une révolution.

Le fisc suisse peut désormais transmettre à Paris des informations sur près de 40 000 clients français d'UBS. PHOTO AFP

L'île de Ré ouvrira le ban des vendanges

VITICULTURE La récolte a débuté dans le sud de la France. Dans la région, les vendanges seront plus tardives. Elles débuteront dans l'île de Ré, avec les cépages blancs et rouges

Les cépages rouges mûrissent dans l'île de Ré. PHOTO J. C.

En juin, la tempête Miguel avait abîmé la vigne. Les dégâts seront mesurés après les vendanges. PHOTO J. C.

Juliette Coulais
iledere@sudouest.fr

L'été dernier, les vendanges avaient été précoces dans les vignes rétaises : elles avaient débuté le 27 août. Cette année, elles ne seront pas en avance. Les viticulteurs prévoient de commencer entre le 5 et le 8 septembre. Les conditions climatiques ont été un peu moins favorables ces derniers mois que la saison dernière.

La météo, facteur clé

Au moment de la floraison, en juin, la tempête Miguel a abîmé la vigne. « Le vent puissant a emporté des embruns qui ont brûlé les feuilles et les grappes », explique Étienne Blanchon, œnologue à la coopérative Uniré. Les vignerons de l'île de Ré (17) ont sans doute perdu une bonne partie de leur production. Les dégâts seront mesurés après les vendanges. Si l'an dernier Uniré avait produit 46 000 hectolitres de vin, une très bonne récolte, les vendanges de cette année risquent d'être deux fois moins importantes. La production restante s'annonce malgré tout de qualité : la sécheresse de juillet a évité le développement de maladies sur la vigne.

Les viticulteurs n'ont pas encore la date précise de leur récolte, ils sont encore en pleins contrôles de maturité. « Chacun prélève ses grappes, des techniciens les récupèrent, évaluent la quantité des récoltes à venir puis analysent leur taux de sucre et d'acidité, pour connaître leur date de maturité », raconte Étienne Blanchon. La coopérative détermine ainsi la date de récolte optimale de chaque parcelle de l'île.

Partage des machines

Les vendanges s'étaleront sur six à sept semaines. Les vignerons rétais travaillent des cépages variés qui mûrissent plus ou moins rapidement. Les cépages blancs d'abord, le chardonnay puis le sauvignon, et dans la foulée les cépages noirs comme le merlot. Enfin, dernière récolte de la campagne, l'ugni blanc. Ce cépage italien n'atteint jamais le même niveau de maturité que les autres variétés. On le récolte encore un peu acide, pour obtenir des vins vifs qui donneront après distillation des cognacs équilibrés.

Le planning des récoltes est établi par la coopérative après les tests de maturité. Les viticulteurs s'associent en Cuma (Coopérative d'utilisation de matériel agricole) pour partager des machines à vendanger. Puis, ils envoient le raisin vendangé à la cave coopérative. Elle reprend alors la main, et s'occupe de la vinification, de l'élaboration et de la commercialisation des vins.

Fin septembre pour le cognac

PRÉVISIONS « La maturation commence à une date normale pour la région. Les vendanges pourraient commencer vers la fin septembre », a indiqué, hier, la Station viticole du bureau national interprofessionnel du cognac, après une première salve d'analyses. Le vignoble dédié au cognac « est globalement en bon état. Les potentiels de rendement sont, cette année, encore très disparates, en particulier à cause du gel du printemps 2019. Le potentiel de rendement moyen régional semble être de l'ordre de 100 hectolitres par hectare, voire un peu moins ».

Une affluence dopée par les Français

TOURISME Un premier aperçu laisse présager d'une bonne saison estivale, avec un public venant de la grande région. La semaine de cyclotourisme a donné un bon coup de pouce

Adrien Marchand
cognac@sudouest.fr

Les touristes français sont plus nombreux que leurs homologues étrangers. PHOTO ANNIE LACAUD

À l'office de tourisme, rue du 14-juillet, une famille de Français se renseigne. Ils font partie des derniers vacanciers du mois d'août profitant de la période estivale à Cognac. « On a loué un bateau pour remonter la Charente, témoigne Karine, venue en famille avec son mari et ses deux enfants des Sables-d'Olonne. On a décidé de s'arrêter à Cognac pour découvrir la ville. » Comme de nombreux touristes français, ils sont juste de passage et originaire de l'ouest ou du sud-ouest de la France.

Sur les mois de juillet et août, il semblerait que plus de curieux soient venus explorer la ville que durant l'été 2018. « On a eu plus de visiteurs que l'année dernière, rapporte Clémence Brochet, qui s'occupe de l'accueil de l'office. Le pic était pendant la Semaine fédérale internationale de cyclotourisme, avec 700 personnes par jour. »

Le mois de juillet fléchit

En remontant place François-Ier, les terrasses des bars sont à moitié remplies. Les avis des serveurs se rejoignent sur un point : la semaine fédérale a lancé ce mois d'août. Toute la journée, les terrasses ont accueilli les cyclistes. Ils ont été très nombreux notamment le midi et en soirée.

Le mois de juillet n'a pas été du goût de tout le monde. Pas de Coupe de monde de football, canicule… De multiples raisons viennent expliquer une fréquentation un peu moins bonne que l'année précédente pour certains établissements. Les animations lors du Cognac Blues Passions n'ont pas suffi pour attirer plus de consommateurs.

Du côté des profils, la clientèle place François-Ier était majoritairement française. Le premier contingent étranger reste les Anglais et les touristes anglophones, témoignent les barmen. « Ils dépensent un peu moins qu'avant, regrette un garçon du Cougna Bar. Peut-être que le Brexity est pour quelque chose. » Espagnols et Belges complètent le podium.

« Destination Cognac »

À proximité des quais, place de la Salle-Verte, la légère hausse estivale se dessine au Musée des arts du cognac. La fréquentation semble en augmentation. Au jeu des comparaisons en tout cas, en juillet 2019, l'établissement comptait 1 353 visiteurs, contre 1 309 sur la même période en 2018. Sur ce nombre, 459 sont des étrangers. « En août, j'ai l'impression qu'il y a plus de monde que d'habitude », relève Jean-Christophe à l'accueil du Musée des arts du cognac. Pour l'espace découverte, le ressenti est équivalent à l'année dernière « hors semaine fédérale », enchaîne Ana-Elisabeth Clery, la directrice du lieu. « L'événement nous a ramené plus de monde. On avait créé une visite guidée commune avec le Musée des arts du cognac spécialement pour l'occasion. »

Le travail mené depuis plusieurs années sur la « destination Cognac » serait-il en train de payer ? Les chiffres qui tomberont à la fin de la saison viendront peut-être le confirmer.

Pas de bateau ni de petit train

Pierre-Marie Chevaillier est en litige au sujet du « François-Ier ». ARCHIVES PH.M.

ÉQUIPEMENT Les deux transports de Pierre-Marie Chevaillier n'ont pas fonctionné cet été. Une perte énorme pour le tourisme

Pour Pierre-Marie Chevaillier, c'est un été noir. Ni son bateau ni son petit train n'ont pu animer la saison. Pour le bateau, c'était assez prévisible. Le « François-Ier » est immobilisé sur le quai en raison d'un souci moteur. Et le litige qui l'oppose au vendeur du navire n'a pas avancé. « Aller en justice prendra deux ou trois ans, analyse l'entrepreneur. Avant ça, je vais essayer de régler le problème à l'amiable. »

Mais l'Agglomération n'a pas attendu. « Nous avons rompu notre convention de mise à disposition de l'emplacement du bateau », annonce Chantal Nadeau, vice-présidente de Grand-Cognac en charge du tourisme. « On n'avait rien dit la première année car on avait notre part de responsabilité. Mais aujourd'hui il n'y a toujours pas de bateau et il faut qu'on avance. » Pierre-Marie Chevaillier, lui, pourrait contester cette décision en justice. « Ce n'est pas de ma faute si le bateau ne fonctionne pas. Pour moi, c'est un cas de force majeure. Je réfléchis pour savoir si je pourrais faire annuler la décision de retrait de convention. »

« S'il trouve une solution… »

Quoi qu'il en soit, un fait est là : la gabare « La Dame Jeanne » a coulé en 2016, et depuis, « Cognac est une ville avec un fleuve mais pas de bateau », résume Chantal Nadeau, qui regrette « la disparition d'un élément fort de l'attractivité touristique ». Et l'été 2020 ne devrait pas voir de solution arriver. « On ne pourra pas trouver autre chose en un an, poursuit la vice-présidente. Surtout que l'Agglo ne veut plus être propriétaire d'un bateau. » Il faut donc trouver des entrepreneurs, mais visiblement, les candidatures ne se bousculent pas. Chantal Nadeau ne ferme toutefois pas la porte à Pierre-Marie Chevaillier. « S'il trouve une solution, ça n'empêchera pas que son navire-restaurant fonctionne. Mais nous cherchons de notre côté un bateau de promenades. »

Pour le directeur de Charente Croisières, la loi des séries fait rage. Le conducteur du petit train est parti. « Je lui avais pourtant payé son permis, regrette Pierre-Marie Chevaillier. Et chaque année, c'est difficile de recruter. Je viens de trouver une solution avec un retraité qui va redémarrer l'activité en septembre. »

Jonathan Guérin

LE PIÉTON

Prévient ses collègues automobilistes. La circulation sera sérieusement perturbée ce week-end. La raison : le triathlon de Grand Cognac. La zone des quais devant les maisons de cognac et les rues adjacentes dans la vieille ville seront bloquées. Le Pont-Neuf sera interdit à la circulation dimanche entre 12 et 16 heures. Le Bipède ne sera pas au départ d'une des cinq épreuves. Mais il ira sûrement jeter un coup d'œil et encourager les courageux coureurs.

AGENDA

AUJOURD'HUI

Charentes'Ink. Salon international du tatouage de Cognac, aujourd'hui de 10 h à 22 h, demain de 11 h à 22 h, à l'Espace 3000. Entrée, 10 €.

Théâtre. Patrick Guichard joue deux spectacles au kiosque du jardin public. « Mister Fables », à 17 h 30, autour des fables de la Fontaine, et « Comédies burlesques », à 19 h. 4 € par personne. Également demain. Lire page Loisirs.

DJ Set. De 17 h 30 à 1 h du matin, Milla mixera tout l'été, à l'hôtel Chais-Monnet, 50 av. Paul-Firino-Martell. Entrée gratuite, consommation obligatoire. Tél. 05 17 22 32 23.

« Attractions ». De 10 h à 18 h 30, exposition de peintures de Christophe Lécrivain, à l'Espace découverte en pays du cognac. Tél. 05 45 36 03 65.

« Œuvres du papier ». De 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h, exposition de Nadine Salem, à la librairie Le Texte Libre.

Métiers d'art. De 10 h à 19 h, la boutique estivale Carré d'art accueille des créateurs qui proposent du 100 % « Made in Charentes », bijoux, céramiques, objets bois… au 44 rue Aristide-Briand.

« Drôles de drôles ». De 11 h à 18 h, exposition d'une centaine de pièces évoquant l'enfance dans le Cognaçais entre 1900 et 1960, au Musée d'art et d'histoire.

Balade à pied ou à vélo. 7 km de chemin aménagé le long de la Charente, à la base plein air André-Mermet. Tél. 05 45 82 46 24. Départ de la boucle de 24 de Charente Vélo : un circuit découverte de 23 km (facile) et un circuit d'exploration de 41 km (difficile).

Carré d'art. Boutique de créateurs jusqu'au 15 septembre 2019 tous les jours de 10 h à 19 h. 44 rue Aristide-Briand à Cognac.

UTILE

« Sud Ouest » rédaction.
Tél. 05 45 36 19 50.

« Les pieds dans les bottes »

ÉDUCATION La Fédération des Maisons familiales rurales (MFR) constate un attrait grandissant pour son modèle éducatif, basé sur une approche concrète du monde du travail

Philippe Ménard
p.menard@sudouest.fr

Le réseau des Maisons familiales rurales est déjà en ordre de marche pour la rentrée. Certains apprentis démarrent leur année scolaire dès lundi. Hier, les fédérations de Charente et de Charente-Maritime partageaient une réunion à La Salamandre, à Cognac, avec les équipes de leurs 14 établissements.

« La rentrée se présente bien. Les effectifs sont en légère hausse dans les deux départements », constate Michel Vaucelle, directeur de la Fédération des MFR de Charente. Il attend de son côté 750 élèves en formation initiale, de la quatrième au BTS, et une centaine d'apprentis pour des bacs pro et des BTS allant jusqu'au niveau 2 (bac +4) pour un titre de responsable d'entreprise de l'économie sociale et solidaire délivré à l'Ireo de Richemont. Il mise sur environ 800 personnes en formation continue. Côté Charente-Maritime, il y a 850 inscrits en formation initiale, une cinquantaine d'apprentis, et environ autant pour la formation continue.

Parfois encore trop vues comme une voie de relégation, les MFR tirent leur épingle du jeu. « On dérange, depuis quatre vingt ans ! On est un mouvement parallèle à l'institution académique. Si ça fonctionne, c'est qu'il y a un intérêt », tranche Valérie Chevalier, directrice de la fédération de Charente-Maritime. « Il y a une appétence pour les débouchés qui ont de bons débouchés professionnels, la viticulture notamment », relève son homologue charentais.

« Des métiers de conviction »

Il voit des familles venir chez eux chercher des solutions qui collent à la personnalité de leur enfant. « Notre enseignement est basé sur du concret. Tous les quinze jours, ils sont en stage en entreprise. C'est quelque chose de déterminant dans la motivation des jeunes. Beaucoup étaient démobilisés au collège. Ils retrouvent du sens dans la réalité professionnelle. »

Cette philosophie se traduit dans les filières portées par le réseau. On y retrouve en premier lieu la production agricole et l'aide à la personne. « Des métiers de conviction », les qualifie Michel Vaucelle. Il mentionne la formation autour de l'élevage qui attire encore 28 jeunes alors que ce secteur agricole est mal en point. La viticulture charentaise, qui est de son côté en pleine santé, attire. « On regagne petit à petit la confiance des adultes vis-à-vis de ces débouchés. Il y a des besoins de renouvellement des cadres techniques. Les domaines grossissent, l'expertise devient de plus en plus pointue. Les viticulteurs recherchent de la qualité, avec des salariés qui savent de quoi ils partent, les pieds dans les bottes ! »

Valérie Chevalier et Michel Vaucelle ont réuni leurs équipes à Cognac hier. PHOTO PH.M.

Une insertion réussie à 80 %

Pour Valérie Chevalier et Michel Vaucelle, les résultats aux examens démontrent la pertinence de leur organisation. « On a eu plus de 90 % de réussite aux examens. Les jeunes trouvent du boulot à 80 %. Et ils restent dans leur secteur de formation à 80 %, ce qui montre qu'ils y sont bien. »

La journée d'hier était plus particulièrement consacrée à l'intégration des pratiques numériques et digitales dans la formation. « On n'est plus des distributeurs de savoir, on accompagne les jeunes vers les savoirs », décrit Michel Vaucelle.

EN CHIFFRES

LE RÉSEAU des maisons familiales rurales existe depuis quatre vingt ans. Il compte environ 400 établissements en France pour un total de près de 60 000 élèves. Il y en a huit en Charente-Maritime, et six en Charente, avec une forte présence sur l'Ouest du département (Ireo de Richemont, MFR de Triac-Lautrait, Jarnac, Montmoreau, Saint-Projet, La Péruse). Chacun des départements emploie environ 140 salariés.